



Bulletin de la Sabix

Société des amis de la Bibliothèque et de l'Histoire de
l'École polytechnique

27 | 2001

Nicolas Berthot (1776-1849)

Deuxième partie : Les idées de Berthot sur les sciences, la religion et l'enseignement

Paul Barbier



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/sabix/292>

ISSN : 2114-2130

Éditeur

Société des amis de la bibliothèque et de l'histoire de l'École polytechnique (SABIX)

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2001

Pagination : 33-43

ISBN : ISSN N° 2114-2130

ISSN : 0989-30-59

Référence électronique

Paul Barbier, « Deuxième partie : Les idées de Berthot sur les sciences, la religion et l'enseignement », *Bulletin de la Sabix* [En ligne], 27 | 2001, mis en ligne le 05 novembre 2010, consulté le 06 mai 2019.

URL : <http://journals.openedition.org/sabix/292>

Ce document a été généré automatiquement le 6 mai 2019.

© SABIX

Deuxième partie : Les idées de Berthot sur les sciences, la religion et l'enseignement

Paul Barbier

Berthot, les mathématiques et les sciences

- 1 Nous avons cité trois communications de Berthot sur des sujets mathématiques, présentés à l'Académie de Dijon.
- 2 Signalons aussi, dans la « Correspondance sur l'Ecole polytechnique à l'usage des élèves de cette école » par Hachette⁽¹¹⁾ une étude datée de janvier 1807 sur « Les moyens de déterminer certains centres de gravité », signée de « M. Berthot, ancien élève, professeur au lycée de Dijon, relative au centre de gravité de quelques surfaces et volumes. »
- 3 Nous avons indiqué à propos de l'affaire Morland que Berthot considérait la religion comme au dessus de la science et qu'en fondamentaliste prononcé, il s'en tenait à une lecture littérale de la Bible, critiquant et répudiant les théories de ce professeur d'histoire naturelle qui mettait en doute les dogmes du déluge universel et de l'âge de la terre. Pourtant, lors de la création de l'Ecole normale de Dijon par Berthot (1828), les mathématiques apparaissent comme la matière de choix du recteur, du directeur Thévenot, et des élèves. Mais il n'en va pas de même pour la physique dont les rudiments sont enseignés à l'origine par Thévenot, « elle était soumise aux procédés d'exposition, d'abstraction et de déduction chers aux mathématiques »⁽¹³⁾.
- 4 Il n'y avait pas de laboratoire, ni d'instruments, et aucun crédit n'était prévu au budget pour créer de tels services. En 1837 Berthot répond au ministre qui s'en étonne,
« Pour les notions restreintes qu'on leur donne, les explications claires qui leur sont faites, et qu'on accompagne au besoin de figures tracées au tableau noir sont très suffisantes. Nous avons donc toujours regardé comme inutile l'acquisition d'instruments de physique. Quant au laboratoire de chimie et aux manipulations,

l'idée d'introduire tout appareil dans une semblable école, lorsque la presque totalité des établissements secondaires en manque, ne m'est même pas venue. Nous pensons qu'il ne serait pas du tout prudent de faire marcher les français les pieds en l'air ; d'ailleurs les instituteurs primaires auront-ils jamais à faire des manipulations de chimie ou des expériences de physique devant les petits enfants qui fréquentent leurs écoles ? On fait donc aux élèves très peu de chimie, et de la chimie verbale. »

- 5 Devant l'insistance du ministre revenu sur cette question à la fin de 1838 Berthot confirme son opposition dans une nouvelle lettre au ministère, au début de 1839.

« Mes opinions n'ont pas changé, je crois toutes ces mesures tout à fait inutiles et même contraires aux intérêts d'une école qui, jusqu'ici, a réalisé les espérances qu'elle avait fait concevoir, et qu'on devait bien laisser enfin dans l'état complètement satisfaisant où elle se trouve. Mais, si M. le Ministre persiste dans ses instances et que le Conseil général alloue les fonds nécessaires pour introduire les innovations réclamées, il faudra bien céder et faire des vœux pour que ces innovations n'amènent pas la ruine d'un établissement qui a rendu et peut rendre encore de véritables services. ».

- 6 Ce n'est pas de la rébellion, mais presque ! Et l'on retrouve une idée chère à Berthot, c'est lui qui a créé l'Ecole normale, elle fonctionne bien, toute « innovation » ne peut qu'entraver son cours normal.

- 7 Par la suite il est peu question de science dans les procès verbaux des séances du Conseil académique. A signaler toutefois qu'en 1845 le professeur de physique du collège royal de Dijon demande l'autorisation d'acheter un modèle de machine à vapeur et un daguerréotype, ce qui témoigne d'un louable souci d'information des élèves sur les dernières inventions. Mais Berthot refuse, alléguant qu'il s'agit de « techniques qui peuvent recevoir chaque jour de nouveaux perfectionnements, et qui ne sont pas d'une utilité indispensable » !

- 8 Autre incident, à la même époque, qui révèle l'indifférence, sinon l'opposition, aux travaux de recherche des professeurs de la faculté des sciences. En 1845, Billet, docteur ès sciences, ancien élève de l'Ecole normale supérieure, qui deviendra un physicien reconnu, est chargé des cours de physique à la faculté de Dijon. Il rencontre des difficultés dès son arrivée et il écrit dans une lettre d'octobre 1845 :

« La première fois que je suis venu à la faculté, j'ai eu une surprise désagréable : le portier m'a refusé les clefs par ordre du recteur. Celui-ci répondit à toute mes réclamations « Monsieur le professeur, le concierge a raison, il vous ouvrira quand vous viendrez faire vos cours mais, en dehors de vos leçons vous n'avez rien à faire à la faculté » ». Et Billet de conclure, « Voilà comment l'administration encourage quelquefois les travaux des professeurs ».

- 9 Il fallut l'intervention très pressante de Thénard pour que Billet puisse recevoir les clefs d'un laboratoire et poursuivre ses recherches.

- 10 Peut-être Berthot ne faisait-il qu'appliquer les idées de Guizot qui, en 1830, déclarait que « ce n'était point l'affaire des facultés de se mêler de recherche scientifique et que leur mission la plus importante consistait à conférer des grades et à délivrer des diplômes », ce qui était limiter singulièrement leurs attributions ! ⁽¹⁴⁾.

- 11 Un des derniers geste de Berthot, à l'encontre de l'Académie ou de Pierre Jacotot (?), consistera, au début de 1848, à faire détruire la méridienne qui avait été édifiée en 1776 par l'Académie. Elle avait été établie dans le salon de l'Hôtel de l'Académie, au droit d'une fenêtre donnant sur le jardin, en utilisant des éléments provenant de l'observatoire de la tour du Logis du Roi. On avait aménagé la fenêtre avec « en couverte, une pierre percée

d'un trou par où passe le soleil et une lame de cuivre de 3 pieds 7 pouces (1,16 m) incrustée dans une table de pierre » ⁽¹⁵⁾.

- 12 A l'occasion des travaux effectués en vue de l'aménagement des locaux du rectorat et des facultés Berthot dut juger cette installation inadéquate. Elle n'avait pourtant pas gêné les séances publiques de l'Académie !

Berthot et la religion. L'enseignement public et l'enseignement religieux

- 13 La première préoccupation de Berthot au début de son rectorat vise les sentiments qu'il faut inculquer aux élèves : amour pour la religion et le Roi ; d'où la circulaire adressée aux chefs d'établissement en vue de donner chaque semaine deux devoirs dont le sujet serait tiré des livres saints ou « des traits de l'histoire de France les plus propres tant à faire respecter et pratiquer la religion qu'à chérir l'auguste maison des Bourbons ».
- 14 Le prospectus daté de 1820 du Collège royal de Dijon est non moins éloquent ; en tête du chapitre intitulé instruction on lit que
« Les bases de l'enseignement sont les dogmes et les préceptes de la religion catholique. »
- 15 Et plus loin,
« les élèves ont un quart d'heure pour s'habiller ; ensuite ils descendent en ordre dans leurs salles d'études respectives, sous la conduite de leurs maîtres d'études. Ils font la prière puis ils se mettent au travail ».
- 16 Même son de cloche dans le discours de Berthot, président de l'Académie en mars 1816 :
« Quelques mots sur l'histoire de France, avant et après Voltaire ».
- 17 Il définit ainsi le rôle de la religion sous l'ancien régime et fait le panégyrique de la monarchie de droit divin :
« La religion maintenait partout la plus douce harmonie, elle était une garantie réciproque entre le Prince et ses sujets ; en rappelant aux grands qu'ils étaient hommes elle diminuait la distance nécessaire qui doit exister entre eux et les simples citoyens ; en répétant à ceux-ci qu'ils étaient chrétiens, elle les contenait dans la ligne de leurs devoirs en leur faisant trouver des mérites dans les privations et des charmes dans l'obéissance ; elle était le plus ferme appui du trône qui la protégeait à son tour par l'ascendant de l'exemple. En proclamant ce principe « Toute autorité vient d'en haut », elle donnait à la société les seules bases qui puissent garantir la durée, et l'expérience a montré qu'en attaquant cette vérité éternelle, l'édifice s'écroule...le Roi, par son attachement filial à l'église, montrait qu'il était l'envoyé de Dieu près de son peuple, et qu'il devait être soumis à ce code divin qui est au-dessus des sujets et dont les lois ne doivent être que des conséquences et des développements ».
- 18 Plus loin, après la description des malheurs dus à la Révolution,
« On reviendra à cette religion divine qui unit les hommes par des liens plus puissants que ceux de l'intérêt, plus puissants même que ceux de l'amitié, et on reconnaîtra qu'il ne peut y avoir de salut et prospérité pour la France qu'autant qu'elle reprendra cette devise qui a toujours fait sa force et son bonheur « Dieu et le Roi »
- 19 L'article du « Spectateur » d'août 1830 après les trois glorieuses, qui attaque si violemment Berthot pour les destitutions de professeurs décidées en 1815, met en question les mobiles de son ostracisme contre le clergé enseignant :

« C'est que, jaloux à l'excès de son autorité, une robe noire lui portait ombrage ; le jésuitisme le menaçait, vouliez-vous qu'il lui donnât asile ? ».

- 20 Cependant cette méfiance de Berthot envers le personnel ecclésiastique apparaît nettement dans quelques statistiques rapportées par Colette Sadosky : en 1817/18 il y a en Côte-d'Or, parmi 36 fonctionnaires de l'enseignement, 8 ecclésiastiques (dont 3 au collège royal de Dijon). En 1819 il n'y en a plus que 6 et, en 1825, plus que 2. Il faut d'ailleurs remarquer que cette politique vis-à-vis du personnel ecclésiastique n'est pas dans la ligne des instructions parisiennes, du moins à partir du moment où Mgr Frayssinous exerce en 1822 la responsabilité de Grand Maître qui avait été supprimée à la Restauration. Par une lettre aux évêques celui-ci les prie d'avoir « la condescendance de lui céder quelquefois des ecclésiastiques capables de diriger des établissements universitaires ».

- 21 Liard qui cite cette lettre⁽¹⁶⁾ ajoute

« Il s'agit donc bien de faire une Université religieuse et, pour cela, de la peupler de prêtres ».

- 22 L'ostracisme de Berthot ne vise pas uniquement les ecclésiastiques, mais aussi tout instituteur privé qui prétendrait empiéter sur les prérogatives ou le monopole de l'Université. Chabeuf écrit ⁽¹⁷⁾ :

« Berthot avait poussé l'esprit d'autorité et de corps à un point qui semble aujourd'hui toucher à l'esprit de secte. Ce fut un grand universitaire, mais exclusif et intransigeant ; ses idées étaient celles de son temps. Peu de jours avant la Révolution de juillet il attaque de front la Charte qui avait promis une loi sur la liberté de l'enseignement ; il proclame hautement et publiquement la nécessité du monopole de l'Université. »

- 23 En septembre 1830 le « Journal de la Côte-d'Or » écrit, à propos de l'attitude de Berthot vis à vis des méthodes d'enseignement qui ne lui paraissent pas orthodoxes :

« Le recteur de l'académie, que l'on veut à toute force conserver, M. Berthot, ne s'était pas contenté de proscrire dans un discours public (distribution des prix au collège royal le 16 août) la méthode de son ancien confrère Joseph Jacotot, il n'avait pas voulu permettre qu'il se fit à Dijon un cours public de cette méthode.

MMS. Merle frères, qui viennent d'élever une belle maison d'éducation dans le chef-lieu de la Saône-et-Loire, voulant y établir l'enseignement universel et connaissant la répugnance invincible de l'éternel recteur pour tout autre mode que celui de l'Université, se sont adressés directement au Grand Maître M. de Broglie, qui ne redoute pas les lumières de quelque part qu'elles arrivent et qui croit à la nécessité d'établir la liberté de l'enseignement. Il a autorisé l'établissement de MMs. Merle où se trouvent déjà un grand nombre d'élèves. Dans une séance publique que MMs. Merle doivent donner le 25 à Macon, qui sera présidée par le préfet, ils exposeront les résultats obtenus par cette méthode. »

- 24 Berthot n'a sans doute pas apprécié la démarche de MMs. Merle, qui se sont adressés directement au ministère sans passer par son intermédiaire, ni la présence du préfet à une séance exaltant la méthode d'enseignement de Joseph Jacotot !

- 25 Le même mois le « Spectateur » dirige à nouveau ses critiques contre Berthot.

« On sait avec quel acharnement M. le recteur a poursuivi jusqu'ici tout enseignement qui sortirait de la routine, toute doctrine qui n'émanait pas directement d'un diplôme délivré par lui, Recteur selon les constitutions impériales. On pouvait cependant croire que le vœu émis par la Chambre, imposé comme une condition de la Charte nouvelle pour la liberté de l'enseignement, ferait relâcher à M. le recteur quelque chose de ses tracasseries et mesquines prétentions. Mais rien, M. Berthot, que le nouveau gouvernement laisse à la tête de nos collèges comme une menace éternelle, a vu l'autre jour dans une annonce de notre journal,

qu'un instituteur primaire de cette ville se proposait d'enseigner les éléments du latin à ses élèves. Jugez quelle horreur ! M. Berthot dit à un instituteur « Tu iras jusqu'à l'ABC, tu n'iras pas plus loin », comme Dieu disait à l'océan. Et s'il allait plus loin en effet ? M. Berthot est encore debout, puissant, arrogant ; M. Berthot suspendrait, destituerait. »

- 26 Dans l'article déjà cité Chabeuf oppose les attitudes de Belot (polytechnicien de la promotion 1796) et de Berthot sur la liberté de l'enseignement.

« Charles Belot possédait cette noble et ample passion de la liberté pour tous, même pour ses adversaires. Il en fut possédé toute sa vie, et il pensait sans doute à son vieux camarade obstiné dans son orthodoxie universitaire quand, au banquet du 21 novembre 1847, il portait son toast, un peu inattendu, à la liberté de l'enseignement promise par la Charte. »

- 27 Ce banquet, tenu à Dijon, et présidé par Ledru-Rollin et Louis Blanc, faisait partie de cette campagne à grand spectacle, accompagnée de discours et de toasts qui, à l'époque exprimèrent les aspirations des milieux libéraux et républicains, et préparèrent la Révolution de 1848.

- 28 Revenons au problème de la coexistence des enseignements publics et religieux, ainsi qu'aux idées générales de Berthot sur l'Instruction publique. Dans un rapport, daté de mai 1817, alors que l'Université chancelle, attaquée à la fois par les libéraux et les ultras, il affirme :

« L'Instruction publique me paraît devoir être entre les mains du roi ; elle n'y peut être qu'avec un corps unique dont le chef soit l'homme de Sa Majesté ».

- 29 Théorie bien proche de la conception napoléonienne d'une Université centralisée, une et indivisible, dirigée par un Grand Maître dépendant directement de l'empereur.

- 30 Berthot poursuit sur les rapports entre les deux corps, ecclésiastique et enseignant, qui veilleraient l'un sur l'autre.

« Si le corps enseignant s'avisait de professer des doctrines qui fussent contraires à la religion, le clergé serait là pour le rappeler à la vérité et à la raison ; et si le clergé cherchait à dépasser ses attributions, le corps enseignant pourrait signaler ses prétentions ».

- 31 On verra que Berthot se chargera de sanctionner les professeurs qui se permettront quelque écart de conduite ou quelque manque de respect vis-à-vis de la religion ; mais il s'opposera vigoureusement aux prétentions ecclésiastiques en matière d'enseignement.

- 32 Le souci de contrôle du personnel enseignant apparaît dans une ordonnance de février 1821 : « Un corps enseignant qui s'est trouvé par l'effet des circonstances hors d'état d'adopter des doctrines certaines a besoin d'une surveillance forte et active », et cette surveillance, pour ce qui concerne la religion, est exercée par « l'évêque diocésain qui visitera, ou fera visiter par un de ses vicaires généraux, les collèges de son diocèse, et provoquera auprès du Conseil royal de l'Instruction publique les mesures jugées nécessaires ⁽¹⁶⁾ ».

- 33 Le système de contrôle semble donc relever d'un dualisme complexe : contrôle des principes religieux dans l'Instruction publique par les autorités ecclésiastiques, et contrôle par l'Université de l'enseignement effectué dans les écoles religieuses.

- 34 Berthot défendra toujours les instituteurs publics ; en août 1822, le Conseil académique débat sur le choix des lauréats qui recevront les médailles décernées chaque année aux instituteurs les plus méritants. Certains s'étonnent que les frères des écoles chrétiennes soient écartés de cette promotion. Berthot répond

« Nous ne pouvons que continuer à faire l'éloge de l'excellente tenue qui les distingue et des soins que les enfants en reçoivent. Certes les frères mériteraient par leur dévouement de participer aux prix que la munificence royale accorde aux instituteurs. Mais les médailles sont des prix d'encouragement, elles sont la récompense des résultats obtenus par les instituteurs, pour la plupart pères de famille dépourvus de tout ; seuls, livrés à eux-mêmes, ils ont à lutter contre mille obstacles, sont venus à bout de les vaincre par leur louable persévérance, et ont obtenus des résultats étonnants. Tandis que les frères, à l'abri du besoin, sont pourvus de tout ce qui est nécessaire pour donner l'instruction, dirigés par une règle invariable à laquelle ils sont, pour ainsi dire, identifiés, ils n'ont pour opérer tout le bien qu'ils font, qu'à suivre tranquillement et sans effort, la route qui leur a été tracée par la piété et le génie de leur fondateur ».

- 35 Ils ont donc moins besoin d'encouragement que les instituteurs publics, et ceux-ci continueront à bénéficier seuls de l'octroi des médailles. Cet intérêt pour les instituteurs se manifestera encore par les interventions de Berthot auprès des municipalités en faveur de traitements décents pour les instituteurs et les professeurs de collèges municipaux et, plus tard, en 1828, par la création de l'Ecole normale primaire.

Berthot met des obstacles à la création d'un nouveau séminaire

- 36 Il faut mentionner la lutte, plus ou moins feutrée, qui oppose de 1823 à 1840 l'évêché et l'académie à propos de l'ouverture d'un nouveau séminaire en Côte-d'Or. En 1816 l'évêque, Mgr Reymond, ancien évêque constitutionnel et bonapartiste nommé à Dijon en 1802, fait ouvrir un petit séminaire à Flavigny, avec l'appui politique du préfet, et l'appui financier du ministère de l'Intérieur et du Conseil général. Mais Flavigny est loin de Dijon et Mgr Dubois, successeur de Mgr Reymond en 1820, souhaite rapprocher de lui son petit séminaire. En 1821 il achète l'ancien château de Plombières, aux portes de Dijon, afin d'y transférer le séminaire. L'ouverture a lieu en novembre 1821, la pension est de 400 francs par an, 300 seulement pour les élèves venant de Flavigny.
- 37 En 1823 le nouvel évêque Mgr de Boisville, demande à ouvrir une deuxième école ecclésiastique à Flavigny, Plombières ne pouvant suffire au nombre des élèves qui se présentent. Le Conseil général accorde une subvention, tout est prêt pour l'ouverture, et l'école s'installe sans autorisation avec 30 élèves. Le préfet, le marquis d'Arbaud, appuie la demande d'ouverture auprès du ministère de l'Intérieur. En l'absence de Berthot, alors à la tête du lycée Louis-le-Grand, Peignot, inspecteur d'académie, qui assure l'intérim, écrit en termes nets :
- « Ces établissements, dans l'état où ils sont maintenant et dans l'accroissement qu'ils prennent, sont-ils circonscrits dans le cercle de leurs attributions primitives et spéciales, et ne tendent-ils qu'au but de leur institution ? ».
- 38 Il rappelle les raisons qui font se précipiter les parents vers les petits séminaires et les attaques violentes et calomnieuses contre l'Université ; il conclut
- « Ce sont de véritables collèges ou pensionnats formés en rivalité des établissements de l'Université, ils s'occupent à les affaiblir et espèrent leur succéder après une agonie plus ou moins longue ».
- 39 L'autorisation est finalement refusée à l'évêque et l'école de Flavigny, qui n'a d'ailleurs que peu d'élèves, est fermée en 1825.

- 40 Le séminaire de Plombières est de fait un concurrent redoutable pour le collège royal de Dijon ; le nombre d'élèves du séminaire augmente rapidement, de 120 en 1821 à 250 en 1828. En 1825 le prix de la pension n'est que de 450 francs par an, nettement inférieur à celui du collège, 700 francs. L'enseignement au séminaire est certes moins complet qu'au collège, surtout dans les disciplines scientifiques, mais il répond aux désirs des familles qui s'attachent plus à l'éducation qu'à l'instruction, et qui pensent, comme le Conseil général, que seuls les ecclésiastiques peuvent fournir le corps enseignant. Les « prospectus » du collège royal qui, de 1820 à 1840, vantent les mérites de l'enseignement, apparaissent entre les lignes comme une propagande auprès des familles destinée à neutraliser l'influence du séminaire et de l'évêché.
- 41 En 1839 les hostilités s'engagent entre l'évêché et l'académie lorsque Mgr Rivet veut transférer le petit séminaire de Plombières à Dijon même. Dans une lettre pastorale de septembre 1839⁽⁸⁾, l'évêque, tout en rendant hommage à ses prédécesseurs, souligne les inconvénients du site de Plombières : exigüité, air malsain, humidité due à la proximité de la rivière l'Ouche ; lieu charmant au printemps mais où les hivers sont rudes et les chaleurs lourdes en été. Ces inconvénients ont entraîné une désaffection prononcée pour la maison. Après bien des recherches et projets, une opportunité s'est présentée à l'occasion de la vente d'un vaste terrain à Dijon dit « Enclos de la retraite », aujourd'hui boulevard Voltaire. Mais le prix du terrain est élevé, il faut édifier un bâtiment, ce qui coûte cher, et l'évêque lance un appel à la générosité des diocésains.
- 42 Il souligne qu'il a obtenu le concours de personnalités dijonnaises, le maire Victor Dumay, le chevalier de Berbis, le marquis de Berbis, qu'on retrouvera dans le clan anti Université lors du procès avec l'Académie de Dijon. Les plans d'aménagement doivent être soumis incessamment au Conseil municipal. Tout semble donc se présenter au mieux pour les projets de l'évêché. Mais Berthot veille et la lettre pastorale du 30 avril 1840 révèle une situation totalement renversée.
- « Rien ne semblait devoir s'opposer à notre projet naturel et avantageux. Nous achetâmes un terrain, fîmes dresser un plan et, depuis juin 1839 nous étions en instance auprès du gouvernement pour obtenir l'autorisation nécessaire. Le 10 février dernier, M. le Garde des sceaux, ministre des cultes (Teste) nous fit part de l'opposition du ministre de l'Instruction publique (Villemain). Nous pensions que le refus n'était pas définitif et qu'un nouvel examen de nos raisons déterminerait l'autorisation demandée. Un mémoire fut envoyé au ministère ; mais l'instance auprès du nouveau cabinet (ministère Thiers, ministre de l'Instruction publique en mars 1840, Cousin), ne fut pas plus heureuse. Par les réponses faites, il était évident qu'il n'y avait rien à espérer de l'avenir, l'Université posant en principe que l'établissement du petit séminaire à Dijon entraînerait pour elle une concurrence qui, en aucun cas, ne saurait être soufferte. Il nous faut donc renoncer à tirer le petit séminaire de sa position actuelle ».
- 43 Berthot avait fait ce qu'il fallait, « fais ce que dois... », auprès du ministère afin de faire échouer un projet dangereux pour l'avenir du Collège royal de Dijon. Tout au long de sa carrière il n'aura qu'un but : la gloire et le monopole de l'Université, qu'il défendra becs et ongles, en faisant respecter ses droits et ses attributions, parfois sans ménagement, aussi bien vis-à-vis des autorités politiques locales, des municipalités, que des ecclésiastiques. C'était évidemment se faire de nombreux ennemis venant d'horizons parfois complètement opposés.

La discipline des professeurs, un guide des cafés dijonnais

- 44 Le Grand Maître, Mgr Frayssinous, écrit aux recteurs après sa nomination des lignes qui probablement plaisent fort à Berthot : « Celui qui aurait le malheur de vivre sans religion, ou de ne pas être dévoué à la famille régnante devrait bien sentir qu'il lui manque quelque chose pour être un digne instituteur de la jeunesse. Il est à plaindre, même il est coupable », et il doit donc être sanctionné.
- 45 Les procès-verbaux des séances du Conseil académique traitent peu de pédagogie et d'enseignement proprement dits. Ils donnent par contre des renseignements intéressants sur les cas graves d'indiscipline, ou d'atteinte aux mœurs ou à la religion, commis par des professeurs ou des élèves et qui remontent jusqu'à lui. On exige des professeurs une moralité parfaite et un respect de la religion et des bonnes mœurs. Les proviseurs et les principaux sont invités à veiller à ce que la décence règne dans la conduite de leurs subordonnés.
- 46 Le cas de Morland, évoqué dans la première partie, est un exemple type d'une affaire touchant au conflit science-religion, examinée par le Conseil académique malgré l'attitude réservée des membres du Conseil, quand il s'agit de se prononcer contre un professeur estimé de tous.
- 47 En 1821, un jeune professeur du Collège royal, bon régent, est sur le point d'épouser « une fille des dernières classes du peuple ».
- 48 Le recteur et le proviseur demandent son changement, estimant qu'une telle alliance aurait un effet fâcheux dans la ville.
- 49 La fidélité et la pratique religieuse sont indispensables ; les professeurs logés au Collège doivent assister aux offices avec les élèves. En 1817 Berthot demande le départ d'un professeur, ancien élève de l'Ecole normale supérieure, bien considéré comme pédagogue, mais « on aurait désiré plus d'exactitude aux services religieux à l'intérieur du collège où il loge, plus d'assujettissement aux heures de la rentrée du soir, plus de choix dans les hommes avec qui il s'est lié ».
- 50 Cependant nous avons évoqué l'attitude plus tolérante de Berthot vis-à-vis de Daveluy, lui aussi ancien élève de l'Ecole normale supérieure, professeur de rhétorique au Collège de 1822 à 1830, bien connu à Dijon pour ses opinions libérales. En 1823 une note du cabinet du Grand Maître porte qu'il « est accusé de professer des principes dangereux ».
- 51 Berthot, bien que détaché alors au lycée Louis-le-Grand, écrit en octobre afin de calmer les craintes de Mgr Frayssinous.
- « A la vérité, je crois que M. Daveluy ne se défend pas assez contre les idées dont il est bien difficile à la jeunesse de se garantir ; mais il a de bonnes qualités, des talents et une bonne conduite ».
- 52 Daveluy ne cache pas ses relations avec les milieux étudiants et en particulier avec la « Société d'études dijonnaises » formée de jeunes gens d'opinions politiques très variées. En 1830 il collabore à la rédaction du « Spectateur », journal libéral récemment fondé, qui mène campagne contre le ministère Polignac et le recteur Berthot. Il participe activement aux manifestations contre la duchesse d'Orléans à la veille des journées de juillet. Il sera plus tard professeur à la faculté des lettres et Directeur de l'Ecole française d'Athènes à sa création en 1846. La démarche de Berthot à son égard, en 1823, est apparemment l'un des

cas de la tolérance du recteur auquel, même ses adversaires les plus acharnés reconnaissent une impartialité absolue vis-à-vis des enseignants, faisant à l'occasion passer leur compétence professionnelle avant leurs opinions politiques.

- 53 Le plus pittoresque est sans contredit le « procès » Savagner, agrégé de l'Université, professeur d'histoire à titre provisoire au Collège, révoqué en août 1837, dont le cas est soumis à une assemblée extraordinaire du Conseil académique en janvier 1838. Berthot résume les faits qui l'ont conduit à demander l'éloignement de Savagner, puis à lui interdire l'entrée de sa classe par arrêté de suspension du 1^{er} août. Plusieurs pères de famille se sont plaints au proviseur de propos irréligieux et scandaleux tenus en classe par Savagner. Une enquête a été diligentée par l'inspecteur d'académie Méline, et Savagner est appelé à comparaître devant le Conseil fin mars. L'exposé des motifs est savoureux, il accumule les « forfaits » de Savagner.
- 54 Premier grief : l'accusé a assisté à une réunion d'ouvriers et les a harangués. Il reconnaît s'être trouvé un dimanche, par hasard, près de l'Hôtel de ville alors que se tenait une réunion en vue de l'organisation d'une société de secours mutuel entre les divers corps de métiers de Dijon. Il n'a pris la parole qu'à propos de l'admission des femmes à cette société.
- 55 Deuxième grief, plus grave : il fréquente les cafés. Il l'admet, mais déclare qu'il s'y est toujours bien conduit. « *Que faisait-il au café Pierrotet ?* » (rue de la porte d'Ouche, proche du rectorat).
- 56 Réponse : « je prenais un verre d'absinthe avant d'entrer en classe, et lisais le journal. » Il y a une dette de 60 francs pour livraison à son ménage.
- 57 Question : « Au café Grapin ? »
- 58 Réponse : « J'y devais 60 francs pour un prêt consenti après ma suspension, alors que je ne touchais pas d'appointements. J'ai d'ailleurs réglé par la suite. »
- 59 Question : « Au café des mille colonnes ? »
- 60 Réponse : « J'y allais rarement et j'y dois 20 francs. »
- 61 Le « Café des mille colonnes » était situé dans le centre de la ville, sur la place Royale, aujourd'hui place de la Libération. A la fin de la Restauration et pendant la Révolution de juillet il était connu comme le quartier général de l'opposition libérale et républicaine. ⁽⁹⁾
- 62 Question : « Au café du midi ? ».
- 63 Réponse : « J'y allais rarement, pour me reposer à la sortie des compositions. »
- 64 Question : « Au café Rocard ? » (Rue Saint-Philibert, dans laquelle était situé le Collège)
- 65 Réponse : « Je n'y suis allé qu'une seule fois, le quinze août, jour de la Saint Napoléon. Nous n'avons bu qu'une bouteille à trois. »
- 66 Question : « La fréquentation des cafés et des cabarets devait vous amener parfois en classe en état d'ivresse. »
- 67 Réponse : « Non. Le censeur qui a avancé ce fait a menti, il ne m'a d'ailleurs jamais fait d'observations à ce sujet, pas plus que le proviseur. »
- 68 Troisième grief : « En classe, vous êtes accusé de vous être écarté des formes de langage convenables. »
- 69 Réponse : « Je reconnais avoir parfois parlé vertement, mais je préfère faire des observations un peu vives plutôt que d'infliger des punitions. »

- 70 Question : « Ne faisiez-vous pas des observations inconvenantes relatives à la religion, et même des insinuations anti-religieuses ? »
- 71 Réponse : « Non, je ne tolérerais pas qu'un élève posât une question relative à la religion ou à la politique. »
- 72 Question : « On vous accuse d'avoir dit en classe que personne n'était assez bête pour croire aux miracles. »
- 73 Réponse : « Un élève de cinquième m'avait demandé s'il fallait croire aux miracles. J'ai répondu que l'histoire n'admet ni ne rejette les miracles, qu'elle les consigne purement et simplement et que, si on veut les discuter, c'est qu'on aborde la théologie, qui est du ressort de l'aumônier. »
- 74 Question : « On vous reproche d'avoir parlé contre la confession et autres matières semblables. »
- 75 Réponse : « Je le nie formellement. »
- 76 Question : « Avez-vous tenu des propos sur la Trinité, où se trouvaient mêlés le Recteur, le proviseur et le censeur ? »
- 77 Réponse : « Je l'admets, mais c'était en privé chez moi, avec ma femme et un collègue. »
- 78 Question : « Vous avez apostrophé un élève de façon injurieuse en lui adressant des épithètes irréligieuses telles que « Mgr de Pains à cacheter » ». »
- 79 Réponse : « C'est faux, je lui ai fait des reproches sur sa conduite, et la seule expression un peu inconvenante à son égard était, « Bon chien chasse de race » ! ». »
- 80 Question : « Vous vous êtes permis en classe des observations tendant à porter les élèves à l'insubordination, notamment à l'occasion des fêtes de juillet. »
- 81 Réponse : « J'ai dit que si je devais faire une classe pendant les journées de juillet, je demanderais à être remplacé, car une leçon d'histoire à ce moment là serait infructueuse. »
- 82 Question : « Il paraît enfin que vous avez parlé de la personne du Roi de manière inconvenante devant les élèves. »
- 83 Réponse : « C'est faux. Je déclare même avoir des liens d'affection avec le duc d'Orléans, et mon dévouement pour lui et pour son père m'ont même valu quelques querelles et ont éloigné de moi des amis politiques. »
- 84 L'interrogatoire terminé le Conseil déclare l'instruction complète et invite le recteur à adresser le plus rapidement possible un rapport au ministre. On peut se demander si certains des membres du Conseil n'ont pas souri intérieurement à l'exposé des griefs contre Savagner, qui tantôt constituent un guide des cafés dijonnais, tantôt fleurent bon l'esprit de potache. Mais apparemment Berthot semble avoir été dépourvu de toute trace d'humour dans cette affaire, surtout pour tout ce qui touchait, de près ou de loin, à la religion ou à la royauté.

La discipline des étudiants, quelques duels à Dijon

- 85 Ici encore, les procès-verbaux des séances du Conseil académique apportent des renseignements intéressants sur les cas graves d'indiscipline, duels, manifestations au Collège ou en ville, donc sur la vie estudiantine à Dijon en cette première moitié du XIX^e siècle. Les manifestations étaient essentiellement le fait des étudiants en droit,

les plus nombreux, et aussi les plus turbulents et les plus marqués politiquement. Pour preuve l'affluence massive des étudiants en droit aux obsèques de P. Jacotot en juillet 1821, qui se déroulèrent d'ailleurs dans le plus grand calme.

- 86 En mars 1823 Berthot fait part d'un entretien qu'il a eu avec le procureur du roi au sujet du sieur Lereuil, étudiant en droit, « prévenu d'avoir, dans la nuit du 24 au 25 décembre dernier, pendant le service divin à la cathédrale de Dijon, insulté le commissaire de police revêtu de son costume. »
- 87 Le procureur a paru désireux de ne pas donner suite à cette affaire, afin d'éviter à Lereuil les funestes conséquences d'un jugement, et a proposé au recteur de mettre cet étudiant sous sa juridiction. Lereuil bénéficiait-il de protections ? Le procureur semblait avoir hâte de se défaire sur Berthot et l'académie universitaire.
- 88 Pourtant en mai il est signalé que Lereuil a finalement été jugé par le tribunal de première instance, qu'il a été condamné, qu'il a fait appel et que la cour royale a confirmé le jugement. Berthot estime que dans ces conditions, il serait inconvenant que Lereuil continue à faire partie de l'Ecole de droit. Le Conseil opine que Lereuil soit mandé devant le recteur qui, afin de lui éviter une punition académique, l'engagera à s'inscrire dans une autre faculté où il pourra poursuivre ses études, et lui fera observer que « les convenances exigent impérieusement qu'il se soumette à cet avis du Conseil qui serait, en cas de refus, dans la nécessité de prononcer l'exclusion ».
- 89 Décidément chacun fait preuve de mansuétude à l'égard de Lereuil, et il s'en tire à bon compte.
- 90 Plusieurs affaires de duel émaillent les années 1821 à 1824. En mai 1821 l'élève Blanc, de la faculté de droit, « s'est battu en duel contre un capitaine du régiment de cuirassiers de la Reine, et celui-ci a été dangereusement blessé ».
- 91 Blanc est exclu des cours pendant deux ans.
- 92 En décembre 1821 un duel « qui a pris sa source au spectacle » oppose deux élèves de la faculté de droit. Nouveau duel en juin 1823 : le sieur Baron, élève de l'Ecole de droit a été le provocateur du duel qui a eu pour résultat une blessure dangereuse pour le jeune Bizot. Depuis longtemps Baron tient une conduite répréhensible, il a été condamné deux fois à Autun à diverses peines correctionnelles et soumis, en vertu d'une lettre de son Excellence le Grand Maître, à une surveillance particulière de la part du recteur . Baron est exclu pour deux ans de la faculté.
- 93 Nous avons évoqué dans la première partie les désordres au lycée Louis-le-Grand au début de 1824, et au Collège royal de Dijon au début de 1830, ainsi que leur répression par Berthot, nous n'y reviendrons pas.
- 94 En mars 1834 les autorités remettent au recteur deux pamphlets incendiaires imprimés à Dijon, destinés aux militaires et intitulés « lettre d'un caporal et protestations des sous-officiers ».
- 95 A la fin du mois Buvignier, étudiant en droit, auteur et éditeur des pamphlets, comparaît devant le Conseil. Non seulement il confesse les doctrines exprimées, mais il persiste et va même plus loin. Le Conseil le déclare coupable d'avoir édité ces deux pamphlets qui renferment des provocations directes à la révolte contre le gouvernement, et le condamne à quatre ans d'exclusion de toutes les académies du royaume.
- 96 En août 1839, le Conseil examine le cas du sieur Grapin, élève de l'Ecole de médecine, accusé d'avoir blessé d'un coup de couteau le sieur Bailly, charpentier rue Crébillon, au

cours d'une rixe. Grapin aurait entretenu des « liaisons peu convenables » avec la fille de Bailly, il aurait ensuite interrompu ces relations, d'où les sentiments de vengeance du père qui auraient abouti à la rixe du 5 août. Selon le rapport de police, la famille Bailly aurait attaqué et maltraité Grapin alors qu'il rentrait chez lui, il n'aurait fait que se défendre. Il soutient devant le Conseil que rien ne prouve qu'il soit l'auteur de la blessure.

Mais

« Pendant l'interrogatoire, Grapin s'est exprimé avec violence et en des termes qui décèlent la dureté de son caractère et le défaut d'éducation, ce qui met le président (Berthot) dans la nécessité de l'inviter à s'exprimer avec plus de réserve et de modération ».

- 97 Le Conseil reconnaît le fait de provocation de la part de la famille Bailly, mais estime que Grapin est loin d'être irréprochable. Toutefois, vu la fin prochaine de l'année scolaire, il est réprimandé sans autre sanction. « Il est invité à se conduire désormais avec plus de sagesse et à s'exprimer devant l'autorité avec plus de réserve, et à former à l'avenir des liaisons plus favorables ».

La discipline à l'Ecole normale primaire de Dijon ⁽¹³⁾

- 98 Le règlement du 7 février 1829, préparé par Berthot, est un modèle du genre et conviendrait aussi bien à un séminaire ou à un couvent.

« Le dimanche après-midi, courte promenade, assistance aux vêpres, puis leçons jusqu'au dîner et le soir, de 8 à 9, prière et lecture de piété par le directeur. A la promenade les élèves des deux divisions ne doivent pas converser ensemble ».

- 99 C'est surtout l'obligation du silence qui est pesante pour les jeunes esprits.

« Pendant le dîner et le souper un élève fait une lecture instructive. Tous les mouvements s'exécutent en silence ; la conversation entre les élèves n'est permise que pendant les récréations, et seulement entre élèves de la même division ».

- 100 Les sorties libres ne sont pas autorisées.

« Les élèves ne sortent jamais de l'Ecole sans la permission expresse et par écrit du directeur. Lorsqu'ils vont en corps aux offices et aux promenades, ils sont toujours accompagnés du chef de la maison ou, à défaut, d'un surveillant ».

- 101 Tout contact avec l'extérieur est redouté, donc proscrit. En décembre 1829 Berthot écrit au directeur

« Je n'ai pas besoin d'insister sur les inconvénients graves que peuvent entraîner les rapports qui pourraient s'établir entre les élèves et les domestiques, d'ailleurs les règlements de l'Ecole interdisent formellement ces rapports...Je vous invite à donner aujourd'hui même aux élèves et aux domestiques les ordres les plus rigoureux à cet égard : un domestique qui recevrait la moindre chose de la part d'un élève ne devrait pas rester à la maison, et l'élève lui-même s'exposerait à l'exclusion ».

- 102 J'ai mentionné dans la première partie les circonstances de la création de l'Ecole et les efforts déployés par Berthot afin de faire aboutir son projet. Mais il apparaît clairement qu'il s'agit d'une école « à la Berthot ». En 1840, à la suite d'une circulaire du ministre demandant un avis sur le règlement à adopter dans les écoles normales, le Conseil examine la question des sorties des élèves-maîtres. Berthot précise qu'à Dijon ils ne sortent jamais qu'en corps, pour les offices et les promenades,

« et qu'on s'est toujours trouvé bien de ce régime, considérant que les élèves de l'Ecole normale n'ont généralement pas de correspondant dans les villes qu'ils

habitent, qu'ils arrivent de la campagne sans expérience, qu'ils ne pourraient se répandre au dehors sans se trouver exposés à une foule de dangers dont la présence même de leurs parents ne saurait les garantir, et sans rapporter avec eux des impressions fâcheuses pour la discipline, les études et les mœurs, que les motifs qui ont fait interdire toute espèce de sortie à l'école de Dijon sont communs à toutes les Ecoles normales, et qu'il serait dangereux d'autoriser les sorties libres dans un règlement ».

- 103 Autrement dit, il faut tenir les élèves sous la chape de la discipline de l'école, même pendant les sorties, et éviter tout contact avec des milieux qui pourraient être pernicieux pour eux, tant sous l'aspect des bonnes mœurs que sous l'aspect politique !